- 3 -
Coll. 8°
468
- 1953 -

ANNEXE

000 1147747

PARTI RÉPUBLICAIN
RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE
Siège Social : 1, Place de Valois - PARIS (1er)

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

DISCOURS

à AIX-LES-BAINS

DE

M. Pierre MENDES-FRANCE

Président
de la Commission des Finances

Coll 8° 468 (1953 - 3)

1953

Etablissements Moullot Fils Aîné
22, 24, Avenue du Prado
MARSEILLE

[47e Congrès - Aix-les-Bains - 17-20 septembre 1953]

DISCOURS

à AIX-LES-BAINS

DE

M. Pierre MENDES-FRANCE

Président

de la Commission des Finances

■

Je me réjouis que les hasards de notre ordre du jour me donnent la parole à cet instant de notre Congrès. Nous avons hier consacré un débat d'une haute tenue aux questions intérieures, économiques et sociales. Dans quelques instants, nos amis nous entretiendront des problèmes de l'Union française et, plus tard, en fin de journée, de la politique étrangère et de la construction de l'Europe.

Il n'y a qu'un problème

Eh bien, je suis heureux, d'aborder la tribune au moment où nous nous trouvons au carrefour de toutes ces grandes affaires — disons, de toutes ces grandes anxiétés qui nous étreignent — Car, en réalité, il n'y a pas les problèmes économiques et ceux de l'Union française, les problèmes extérieurs et les problèmes sociaux ; mais seulement un grand problème français fondamental, à la solution duquel nous devons consacrer tous nos efforts parce que nous y trouverons, en même temps, les réponses à toutes nos préoccupations même si, au premier abord, elles apparaissent comme distinctes, différentes ou indépendantes les unes des autres. Non, elles ne sont pas indépendantes et nous ne devons pas céder à la tentation de les examiner séparément comme on l'a fait trop souvent.

Si demain la France rétablit son économie, assainit sa monnaie, équilibre son budget, stabilise ses prix, il sera infiniment plus facile, tout à la fois, de mettre fin aux troubles sociaux qui secouent notre pays, de trouver des solutions constructives aux difficultés qui se produisent un peu partout dans l'Union française et d'affirmer aussi notre crédit et notre indépendance dans les débats internationaux. C'est pourquoi je vous demande la permission, au centre même de nos journées de travail, de revenir pendant quelques instants sur les raisons communes de nos crises internes et externes et sur les moyens communs d'y remédier.

Hier, nous avons entendu, et applaudi, le beau rapport de Ribéra. Il s'est employé, avec probité et avec clairvoyance, à faire le diagnostic et il a mis l'accent simultanément sur le politique et sur le social.

Au point de vue politique, il a insisté, à juste titre, sur la dégradation croissante de l'autorité de l'Etat. Et, au point de vue social, il a évoqué la misère, l'insuffisance du niveau de vie pour tant de Français.

Ce ne sont pas des questions distinctes ; de nouveau, elles sont étroitement liées.

L'autorité de l'Etat républicain

L'Etat républicain, tel que nous le concevons, ne peut jouir de l'indispensable autorité au dedans et au dehors, lorsqu'il couvre, protège ou simplement lorsqu'il tolère tant d'injustices révoltantes, tant de causes d'irritation et de colère, lorsque ce qui lui reste de forces et d'institutions ne paraît avoir d'autre objet que la conservation et le maintien de ces injustices, de ces constrastes sociaux qui révoltent tout autant le Français épris de progrès et l'étranger lorsqu'il visite notre pays.

Que les gouvernements de demain, que les partis (que notre parti surtout qui a tant de raisons de donner l'exemple aux autres) au lieu de rester faibles, impuissants et comme désorientés en face des coalitions d'intérêts, des routines, des mauvaises habitudes, fassent enfin la preuve de leur volonté, de leur vigueur et, s'il le faut, de leur courage — et ils retrouveront aussitôt le contact populaire, cette large confiance, cet appui actif des masses qui, dans le passé, ont toujours accompagné les périodes de libération sociale et de progrès, les périodes aussi où la voix de la France a eu le plus large écho, au-delà de nos frontières, à l'étranger, chez ceux qui nous aiment et nous suivent, comme chez ceux qui nous jalousent.

Ainsi, la restauration de l'Etat n'est pas une affaire de police ou de violence ; elle se réalisera irrésistiblement le jour où le pays retrouvera le sentiment, depuis longtemps perdu, d'un gouvernement solidaire et décidé, qui sait ce qu'il veut, qui le dit loyalement au pays et qui gouverne sans autre but que le bien public, la justice et le progrès dans la nation.

C'est là que nous retrouvons la deuxième préoccupation de Ribéra : la question sociale, l'insuffisance du niveau de vie et trop souvent, nous le savons, la misère, la vraie misère.

La question sociale et le problème économique

Ici, ne nous contentons pas de mots ; ne nous contentons pas, dans notre Congrès, de cette compassion éloquente dont nous avons eu tant d'échos depuis quelques semaines, dans tant de discours. Nous sommes un parti réaliste, nous voulons voir la vérité en face et nous voulons la dire tout entière.

Oui, il y a des hommes qui ont trop peu pour eux et pour leur famille.

Si nous voulons accroître leur part, tant que la production globale disponible ne sera pas accrue — j'y reviendrai — il faut

bien que nous prenions ailleurs ce que nous voulons leur donner en plus. Une fois de plus, nous voici en présence de ce qu'on a pris l'habitude d'appeler la politique des choix.

C'est mentir, au moins par omission ou par ignorance, que de promettre plus de traitements, plus de salaires, plus d'allocations de toutes sortes, des augmentations, même socialement très justifiées, si nous ne décidons pas, au même moment de comprimer, de réduire ailleurs telle autre catégorie de consommation, telle autre catégorie de dépenses, d'avantages ou de droits « acquis ». Je n'ai vraiment pas besoin d'en refaire la démonstration. Nous avons fait de cette vérité un grand nombre d'expériences dans les dix dernières années et qui ont été cruelles. Des réductions, des compressions de dépenses, des sacrifices s'imposeront donc, sans quoi nous allons tromper, encore une fois, la classe ouvrière et, sachons-le bien, elle ne supportera pas aisément une escroquerie de plus.

La « redistribution du revenu national » au profit des plus malheureux dont parlait hier avec courage un de nos jeunes amis, est difficile, c'est vrai, dans un pays comme la France. Nous sommes une nation d'anciennes traditions qui nous ont donné une structure sociale particulière, une nation attachée à cet individualisme qui est l'un des traits essentiels de son caractère et d'où découlent, il faut bien le dire, le manque de discipline, parfois même de civisme et tant de ces rigidités de notre économie, qui rendent nos problèmes plus difficiles ; une nation aussi où prévaut une certaine pyramide des âges avec un grand nombre de vieillards ; une nation encore qui a enduré, dans ces trente dernières années, de terribles souffrances, une nation à laquelle incombent aujourd'hui des charges très lourdes, celles de l'Union française — je ne parle même pas de l'Indochine — et les dépenses militaires et beaucoup d'autres encore...

La redistribution du revenu national pose dès lors de très grandes difficultés et, pour la réaliser, il faudra surmonter des résistances, des obstacles, des intérêts, des routines ; il faudra savoir ne pas capituler devant certains égoïsmes. N'hésitons pas à le dire et, surtout, préparons-nous enfin à le faire.

Mais sachons — et je tiens là-dessus à écarter tout malentendu et toute démagogie — que nous n'obtiendrons tout d'abord dans cette direction que des résultats limités. C'est une action indispensable, mais elle ne peut donner, pendant un temps, que des progrès qui resteront partiels. Non, le vrai remède, le remède durable, c'est dans l'augmentation du volume global des biens disponibles que nous devons le chercher. L'atténuation de l'injustice sociale, l'amélioration du niveau de vie, tout comme le redressement international de la France, c'est dans l'expansion économique, dans l'augmentation de la production nationale que nous les trouverons.

Une seule solution : accroître la production

Le progrès de la production, tant redouté, cependant dans certains milieux, c'est la seule solution à notre problème, la seule solution à tous nos maux. Or, la réalité vous a été rappelée tout à l'heure dans le rapport si clair et si solide de notre ami Abel Gardey ; il faut méditer ce fait impressionnant : le revenu national, ou pour parler plus simplement, la production globale française (c'est-à-dire l'ensemble des richesses, des marchandises, des services que nous créons en un an, par exemple, en 1953) ne dépasse pas sensiblement ce qu'ils étaient en 1929. Notre rapporteur vous l'a dit tout à l'heure, dans d'autres pays, le progrès de la production est de l'ordre de 40, 60, 100 %. En France, depuis 1929, c'est-à-dire depuis vingt-cinq ans, depuis une génération, le niveau de la production n'a pas changé.

Nous sommes cependant plus nombreux que nous n'étions alors, nous avons plus de besoins de toutes sortes, ne serait-ce que pour nourrir ces petits enfants dont la venue au monde nous réjouit, qui promettent un avenir meilleur mais qui, momentanément, doivent être nourris sans contrepartie, tant qu'ils ne sont pas en âge de produire. Nous avons de plus grands besoins encore pour les vieillards devenus plus nombreux. Il nous faut aussi exporter plus qu'autrefois ; et reconstruire ; et équiper la métropole et les territoires de l'Union française; et constituer une armée moderne en Europe tandis que nous poursuivons la guerre en Indochine. Pour faire face à toutes ces tâches qui n'existaient pas (tout au moins au même degré) en 1929, nous disposons d'une production restée la même ou à peu près.

C'est la première fois, dans l'histoire d'un grand peuple, qu'à une génération d'intervalle, les fils ne disposent pas de plus de richesses que n'en ont eu leurs pères. C'est très grave, car toutes nos conceptions sociales, politiques et même morales, reposent sur l'idée, sur la conviction du progrès, du progrès continu.

Est-ce que, tout au moins, l'évolution des derniers temps est satisfaisante sur ce point ? Est-ce qu'elle annonce une amélioration ? Hélas ! non. Car il y a un deuxième fait que je veux évoquer maintenant : le niveau de la production de 1953 ne sera pas plus élevé, il sera moins élevé que celui déjà si médiocre de 1952. Je l'avais annoncé dès le deuxième semestre de 1952 ; les raisons de le redouter étaient claires. Les gouvernements, au contraire, affirmaient alors que les choses allaient bien, très bien, qu'elles s'amélioraient et qu'elles s'amélioreraient régulièrement. C'était une illusion. En 1953, nous sommes au-dessous de 1952 et, si rien n'est fait rapidement, je n'hésite pas à affirmer, dès aujourd'hui, qu'en 1954, la production nationale risque d'être encore inférieure à celle de 1953, déjà en baisse.

Dans un monde où l'équilibre international se fait sur les

forces, se fait sur les réalités matérielles, ne nous étonnons pas des conséquences que nous constatons. Les autres pays progressent, nous reculons. Voilà un fait d'une extrême gravité et dont l'opinion publique de notre pays ne mesure pas assez les conséquences intérieures et extérieures.

Pour y remédier, il faut avoir bien conscience de ses causes profondes. Je voudrais, une fois de plus, les rappeler dans ce Congrès.

Charges improductives et dépenses productives

Considérons l'emploi qui est fait des ressources nationales, c'est-à-dire de toute la production du pays. Je vous propose une distinction qui n'est pas parfaite, au point de vue scientifique, mais qui constitue, je crois, une approximation assez exacte et dont nous pouvons tirer des conclusions très utiles. Cette distinction, c'est celle qui oppose, d'une part, les emplois improductifs du revenu national (qu'ils soient publics ou privés) et, d'autre part, les emplois productifs (publics ou privés également).

J'appelle dépenses improductives celles qui n'enrichissent pas, qui n'accroissent pas les biens disponibles ni la production future. Ce sont, par exemple, les dépenses administratives, les dépenses militaires, les charges de la dette publique ou privée, les transferts sociaux (ou, tout au moins, certains transferts sociaux), les déficits des entreprises nationalisées, les dépenses somptuaires et de luxe (publiques ou privées, encore une fois), etc., etc...

Je ne dis pas que ces dépenses sont forcément blâmables ou même inutiles. Il y en a de fort utiles et beaucoup sont inévitables au moins dans une certaine mesure. Un grand nombre de dépenses administratives, par exemple, sont indispensables. Les dépenses de la Défense nationale correspondent aussi à un besoin et je ne pourrai, ici, que répéter ce que notre ami Edgar Faure disait hier, mieux que moi, à cette tribune. De même, je ne songe pas du tout à condamner les dépenses sociales ; ce serait stupide. Mais je dis simplement que les dépenses que je viens d'énumérer ont ce caractère commun d'être improductives, c'est-à-dire de n'entraîner aucune amélioration postérieure de la production nationale.

En face de ces dépenses improductives, publiques et privées, il faut placer les emplois productifs du revenu national. Ce sont : les investissements publics et privés ; et aussi les salaires directs, car le salaire est évidemment un stimulant de la production ; c'est par le salaire qu'une partie considérable de la nation travaille et produit.

Il est intéressant d'examiner, dans les emplois que nous faisons du revenu national, la proportion des emplois productifs et des emplois improductifs. Si les emplois improductifs sont très lourds, l'économie aura tendance à ne pas progresser, à piétiner

ou à décliner peu à peu. Si les emplois productifs dominent, l'économie sera dynamique et elle aura tendance à se développer puisque chaque année des éléments nouveaux viendront enrichir le capital national, l'équipement, les moyens de développer la richesse et le niveau de vie.

Eh bien ! en fait, les calculs montrent que dans aucun des grands pays, la proportion des dépenses improductives et des dépenses productives n'est aussi mauvaise qu'en France ; je publierai bientôt à ce sujet des chiffres attristants. Dans aucun des grands pays auxquels nous pouvons nous comparer et qui, à certains égards, sont nos rivaux ou nos compétiteurs, la proportion des dépenses productives et des dépenses improductives, je le répète, n'est aussi fâcheuse que dans le nôtre.

D'autre part, cette proportion significative déjà si mauvaise chez nous, n'a pas cessé de se détériorer d'année en année, notamment depuis 1949. Depuis 1949, les investissements globaux, publics et privés, ont diminué ; et, au contraire, un grand nombre de dépenses improductives, particulièrement, les dépenses militaires, ont augmenté ; nous en sommes arrivés à ce point que la France est le pays, de ce côté-ci du rideau de fer, où les dépenses militaires sont relativement les plus lourdes, les plus élevées.

En 1949, les investissements publics étaient deux fois plus élevés que les dépenses militaires. En 1952, les dépenses militaires étaient deux fois plus élevées que les investissements publics.

On peut se demander si le moment est bien choisi pour réduire plus encore les investissements publics, même si la réduction est dissimulée sous je ne sais quelle forme de comptabilisation nouvelle qui me semble avoir reçu l'éloge de la plupart des orateurs d'hier, mais sur laquelle je veux personnellement faire toutes réserves.

Dans ces dernières années, lorsque les investissements ont été réduits — cela a été le cas depuis 1949 — l'effet évidemment n'a pas été immédiat ; il n'a pas été sensible tout de suite. Mais petit à petit l'effet s'est produit. Voilà pourquoi — il n'était pas difficile de le prévoir — notre production, au lieu de progresser, est maintenant en voie de stagnation et même de régression.

C'est un scandale véritable de constater cette régression de la production française alors qu'il y a tant à faire dans notre pays, alors qu'il y a tant d'enfants mal nourris, tant de jeunes sans maison, tant d'hommes et de femmes malheureux, tant de tâches immenses à accomplir, aussi bien dans la métropole que dans l'Union française. C'est un autre scandale que de constater, en face des tâches colossales qui sont les nôtres, qu'il existe dans notre pays des hommes inemployés ou insuffisamment employés, des chômeurs totaux et des chômeurs partiels. Le chômage qui nous menace et qui se trouve directement ou indirectement à l'origine des difficultés sociales dont nous sortons à peine, c'est le réservoir que nos erreurs remplissent jour après jour pour que la propagande communiste puisse y prospérer et y recruter !

La politique à suivre et les obstacles à surmonter

Quelle politique devons-nous faire ? L'analyse du mal conduit à la définition du remède qui permettra d'y faire face et de guérir. Puisqu'il existe une proportion malsaine entre les dépenses productives et les dépenses improductives dans le domaine public comme dans le domaine privé, notre politique doit consister à favoriser d'une manière systématique tous les transferts qui, au détriment des emplois improductifs du revenu national, permettront d'améliorer les emplois productifs. Je conviens que, s'il est facile de définir cette politique dans une phrase, comme je viens de le faire, elle est très difficile à réaliser dans les faits. Lorsqu'on veut s'attaquer à ces grandes masses que constituent les dépenses improductives, on se heurte à des résistances très grandes.

Veut-on toucher aux dépenses militaires ? On se heurte à une vive sensibilité dans un pays comme le nôtre, dont la sécurité a été si souvent mise en danger dans le passé, et où le patriotisme est profond. Malheureusement, combien d'abus, combien de mauvais emplois des deniers publics se couvrent du drapeau du patriotisme pour résister aux réductions, aux compressions, et, plus encore, aux réformes cependant indispensables ?

Veut-on réformer certaines dispositions plus ou moins malthusiennes des lois sociales en vigueur, veut-on transférer une partie du salaire indirect en faveur du salaire direct ? Là encore, on constate des réactions, des résistances et, parfois, des démagogies qui s'efforcent de détourner l'opinion des seules vraies solutions constructives.

Veut-on encore stimuler la production par la réforme fiscale ? Là aussi, on rencontre des oppositions et des obstacles. J'ai déjà donné un exemple très significatif, celui de la réforme qui fut proposée par le président Pinay. La question, pour l'instant, n'est pas de savoir si elle était bonne ou mauvaise. Je constate seulement ce fait que M. Pinay a voulu réaliser la réforme fiscale, attendue depuis si longtemps, ce qui signifie diminuer tels impôts qui portent sur telles catégories d'opérations qu'il importe de dégrever pour des raisons économiques ou pour des raison d'équité. Or, la situation du Trésor ne permet pas de faire des dégrèvement sans compensation, il faut évidemment chercher des majorations compensatrices lorsqu'on réduit certains impôts. Vous avez conservé en mémoire le mouvement d'opinion très vif qui s'est manifesté et qui a empêché de réaliser la réforme présentée par M. A. Pinay malgré la popularité de son auteur. Ceux qui devaient bénéficier de la réforme ne l'ont pas soutenue ; ceux qui devaient en pâtir (bien faiblement d'ailleurs) s'y sont opposés et l'ont fait échouer. C'est un précédent à méditer.

Ainsi, toute politique qui tend à ces transferts indispensables pour ranimer notre économie, pour la rajeunir, est difficile et

même impopulaire à ses débuts parce qu'elle se heurte à la résistance d'intérêts parfois, d'ailleurs, très respectables. Chaque Français est partagé entre deux sentiments contradictoires ; d'une part, il est animé par le désir profond de voir réaliser du nouveau, et d'autre part, il est attaché aux avantages, aux droits acquis, aux situations antérieures, aux habitudes prises. On a pu dire plaisamment que les Français d'aujourd'hui désirent la Révolution dans le respect des droits acquis.

Faut-il donc désespérer ? Je ne le crois pas.

Je ne le crois pas parce que notre pays — on l'a dit souvent et il en a fait souvent la preuve — est intelligent, c'est-à-dire capable de comprendre. Une politique hardie et généreuse a ses chances si les Français sont mieux instruits de la maladie dont ils souffrent, de la portée des remèdes et de la justification des disciplines qui leur seront demandées, s'ils comprennent que ce ne sont pas, comme on dit, « toujours les mêmes » qui font les frais des opérations, des décisions gouvernementales, que celles-ci sont assises sur l'équité, sur la justice, si enfin chacun n'est atteint que selon ses moyens et seulement pour le bien commun.

Ah ! je sais bien, la tentation est grande d'accroître ici, au profit de ceux-ci, sans prélever là, au détriment de ceux-là. Mais c'est ce que nous avons fait depuis dix ans et nous en avons vu les résultats. C'est autre chose qu'il faut tenter.

Voilà pourquoi notre devoir est de définir clairement, face au pays, les secteurs à améliorer, à renforcer, à enrichir, à soutenir, et les domaines où des restrictions doivent être consenties ou imposées si nous voulons obtenir une économie plus dynamique, plus productive et, par là, des possibilités de vie meilleure pour les Français.

Secteurs à améliorer ? On a beaucoup parlé ces jours-ci des salaires insuffisants accordés à certaines catégories de la classe ouvrière ; le gouvernement a pris les mesures que vous connaissez et qui seront suivies, de mesures semblables dans le secteur privé.

Les investissements publics et privés

Autres mesures à prendre pour stimuler la production : elles concernent les investissements.

Investissements privés et investissements publics sont également indispensables puisque seuls ils peuvent nous donner l'espoir fondé d'une amélioration future de la production.

Un exemple, celui de l'agriculture. Est-il admissible qu'un pays structuré comme le nôtre, doté de possibilités naturelles et matérielles qui ont été souvent décrites et même chantées, est-il admissible qu'il importe chaque année une centaine de milliards de produits alimentaires ? Traditionnellement, nous étions exportateurs. Sommes-nous incapables de le redevenir ? Est-il excessif de demander que notre balance alimentaire soit au moins équilibrée ? Pour cela, il nous faut produire plus et à

meilleur compte. Les moyens ? Equiper l'agriculture et former des producteurs agricoles modernes.

L'augmentation de la production agricole est d'autant plus nécessaire que nous voulons réaliser une amélioration du niveau de vie. Cette amélioration si momentanément elle prend la forme, l'apparence extérieure d'une augmentation de salaires, n'est vraiment réalisée que s'il y a une augmentation du volume des denrées, des marchandises que les consommateurs peuvent se procurer. Pour se nourrir mieux, il leur faut plus d'argent ; mais à condition qu'en face du surcroît d'argent, il y ait aussi un surcroît d'aliments sur le marché et, si possible, à meilleur compte.

On a, dans ces derniers jours, augmenté des traitements. Il y aura, dans peu de temps, des consommateurs qui disposeront de 22.000 francs par mois au lieu de 19.000. Personne ne pensera que c'est trop. Mais cela signifie qu'ils viendront sur le marché pour acheter 22/19e des marchandises qu'ils achetaient jusque là. Il faudra leur donner 3/19e de marchandises supplémentaires, sans quoi nous n'aurions réalisé aucune amélioration réelle dans leur situation, mais seulement, une fois encore, les conditions d'une augmentation des prix.

Hier, avec minutie, et avec une évidente volonté de nous renseigner sur ces sujets complexes, volonté dont nous devons lui être reconnaissants. Edgar Faure a fait le point de la manière dont se présente aujourd'hui le problème des prix pour toutes les denrées essentielles. Songeons à ce que sera l'équilibre du marché l'hiver prochain et, plus tard, lorsque nous approcherons de la période de soudure ; pensons non plus à l'immédiat, mais à l'hiver et au printemps, aux mois durant lesquels les prix ont une tendance saisonnière à s'élever. Que se produira-t-il lorsque des salaires légèrement majorés vont venir sur le marché, si nous ne pouvions pas leur fournir des marchandises, des denrées en contrepartie ? Heureusement, nous avons une belle récolte. C'est un fait important.

Mais d'autres récoltes moins belles peuvent venir plus tard. Il faut se prémunir contre la baisse de la production. Et voilà pourquoi je disais que des investissements agricoles importants sont indispensables. L'une des grandes erreurs de l'après-guerre, parmi beaucoup d'autres, a consisté à mesurer si chichement les investissements agricoles dans le Plan d'Equipement. Si cette erreur avait été évitée, nous aurions aujourd'hui, tout à la fois, une balance extérieure mieux équilibrée et un niveau de consommation, un niveau de vie plus élevés pour le consommateur français.

Ainsi, l'une des conditions primordiales du redressement de la production — qui est l'essentiel à tous égards — de l'amélioration du niveau de vie et du plein emploi de la main-d'œuvre, c'est un programme important et cohérent d'investissements ; et tout d'abord d'investissements agricoles. C'est un point que nous ne devons pas oublier dans la conjoncture actuelle.

Plus de sobriété, plus de discipline, plus d'esprit d'économie

En contrepartie des catégories d'emplois du revenu national pour lesquelles des améliorations, des majorations sont nécessaires, quels sont maintenant les domaines dans lesquels des restrictions devront être consenties ? Ici, c'est plus difficile.

Il y a d'abord, et je ne les mentionne qu'en passant, les dépenses de luxe. Il est révoltant, dans un pays qui a souffert comme le nôtre, qui a tant perdu, où tant d'hommes et de femmes ont été ruinés, il est révoltant que certains contrastes, que certains abus choquants soient tous les jours sous nos yeux.

Le Parti Radical qui n'est pas un parti de démagogie, mais un parti de juste milieu et de raison, doit dire à ceux qui lui font confiance qu'une certaine sobriété (je ne parle même pas d'austérité) s'impose. Cela s'adresse d'abord à ces milieux sociaux où l'on s'étonne volontiers de la colère qui couve et des mécontentements qui se manifestent, de ces milieux qui sont cependant les responsables par l'ostentation et le luxe de leurs dépenses, de leur train de vie et de leurs abus.

Nous constatons aussi trop souvent l'existence d'investissements futiles et déraisonnables. Il y en a dans le secteur public, que l'on critique souvent, il y en a beaucoup aussi, dans le secteur privé. Il existe, par exemple, des catégories professionnelles qui ne correspondent pas du tout à des besoins prioritaires et qui, par esprit de lucre, de spéculation ou de dissimulation fiscale, ont pratiqué de larges investissements très critiquables. Hier, à la tribune, Edgar Faure a eu raison d'y faire une énergique allusion.

Et puis, il y a les dépenses publiques, et surtout celles qui sont les plus stériles. J'ai souvent parlé des dépenses militaires, je n'y reviendrai pas aujourd'hui. J'aurais mauvaise grâce à rappeler que, dès 1950 et 1951, j'ai dit, dans nos congrès, comme à la tribune de l'Assemblée nationale, qu'il était déraisonnable de prétendre imposer à notre pays un fardeau de dépenses militaires aussi écrasant, alors qu'il a tant d'obligations et de charges, par ailleurs, et que sa reconstruction n'est même pas achevée.

Tout le monde en convient aujourd'hui, mais nous avons suporté ces dépenses excessives dans ces trois dernières années, et elles ont gravement accéléré la détérioration de notre économie.

Et puis, il y a le dramatique problème de l'Indochine. Hier, notre ami André Morice, dans un beau discours, a dit qu'il souhaitait que nous soyons dégagés de ce terrible boulet ; mais, selon lui, cela ne peut pas se faire d'un jour à l'autre et que nous ne pouvons escompter aucun soulagement à court terme. Or, le drame d'Indochine, hélas ! dure maintenant depuis huit ans, et depuis huit ans nous entendons tenir ce

langage. André Morice est-il sûr que, depuis huit ans, nous avons vraiment essayé, nous avons vraiment fait tout notre possible pour trouver une solution raisonnable et pour nous décharger de cette affreuse guerre ?

J'ai entendu dire que la réduction des dépenses militaires entraînerait du chômage ; et j'ai même eu, au cours des grèves des dernières semaines, une expérience assez curieuse, le jour où j'ai reçu une délégation de grévistes parmi lesquels se trouvaient un grand nombre de communistes ; eux, qui critiquent tellement le montant des dépenses militaires (et je regrette qu'on leur donne ce moyen facile de propagande; d'ailleurs, nos erreurs sont toujours pour eux de bonnes occasions de propagande !), se plaignaient, ce jour-là, d'être menacés dans leur emploi, par la réduction de certaines commandes dans telle industrie militaire. En réalité, la réduction des crédits militaires doit évidemment s'articuler avec une politique audacieuse de relance.

La relance et le plein emploi

Les ouvriers qui produisent aujourd'hui des biens improductifs, des canons, des tanks ou des chars, nous avons le devoir de leur fournir de l'emploi dans un domaine en rapport avec les besoins non satisfaits de la nation, je pense, par exemple, au logement. Là, nous sommes assurés que, quoi qu'il arrive, et pour un grand nombre d'années encore, nous ne risquons pas d'être au-dessus des besoins ; nous avons fait 80.000 maisons l'année dernière ; nous en ferons peut-être une centaine de mille cette année. En réalité, et pendant 20 ans encore, il faudrait que nous en fassions 3 ou 4 fois plus...

Je ne crains pas de le dire, du travail, il y en aura, de l'emploi, il y en aura, mais il faudra, comme l'a expliqué hier le ministre des Finances, faire passer les entreprises, les industries, les matières premières, et les ouvriers — de certaines catégories d'activités qui sont improductives vers d'autres qui sont en rapport avec nos besoins profonds.

Il faudra mettre l'accent sur ceux de ces besoins qui sont essentiels. J'ai cité l'agriculture, le logement, je pourrais citer les industries exportatrices et d'autres encore... Oui, c'est là que nous devons concentrer nos efforts et les moyens dont nous disposons.

Je ne suis pas enthousiaste, je l'avoue franchement, des moyens purement monétaires et indiscriminés. On vient de réduire le taux de l'escompte ; je ne suis pas sûr que cela correspondait vraiment à l'état de la conjoncture monétaire. J'aurais préféré des mesures plus spéciales, directement orientées en faveur des secteurs économiques qui correspondent à nos besoins prioritaires. Réduire les taux pour toutes les opérations sans distinction, même celles qui ne sont pas utiles, je ne sais

si cela s'imposait, d'autant plus que notre situation monétaire reste malsaine et ne justifie pas une baisse générale des taux.

Quoi qu'il en soit, et pour conclure sur les problèmes proprement économiques, je dirai qu'il nous faudra encore beaucoup de courage, mais aussi de l'imagination et de l'audace. Il nous faudra la volonté de ranimer les réflexes atténués et quelquefois sclérosés de notre économie alourdie par toutes ces rigidites improductives dont je parlais tout à l'heure. Il nous faudra la volonté, en un mot, de déplacer systématiquement le centre de gravité des emplois de la production nationale, même apparemment justifiés, même apparemment équitables, mais qui ne sont que des charges nouvelles pour l'avenir — en faveur des emplois qui garantissent, au contraire, l'expansion économique, le développement de la production, l'amélioration et la justice sociales.

C'est une politique nouvelle, indispensable à l'équilibre politique et social, tout comme à la renaissance de notre autorité internationale ; une politique à laquelle trop de forces et trop d'incompréhensions se sont opposées jusque là et qui doit enfin prévaloir.

Une nouvelle base politique

J'entends bien que nous ne pouvons pas, à nous seuls, radicaux, imposer notre volonté et cela pose le problème politique le plus vaste.

On parle de majorité nouvelles, de formules parlementaires nouvelles. Nous devons participer activement au succès de toute formation susceptible de promouvoir ces réformes démocratiques et sociales et ce redressement de notre politique intérieure et extérieure que le pays attend si impatiemment.

La première condition du succès d'une pareille formation, c'est quelle affirme sans équivoque sa volonté d'obtenir une transformation profonde des bases de notre vie politique (je dirai même de nos mœurs politiques) et du programme d'action gouvernemental. Le pays veut que cela change.

Des formules nouvelles, un vocabulaire nouveau qui masqueraient — pour peu de temps d'ailleurs — les mêmes hommes, les mêmes idées ou la même absence d'idées, les mêmes erreurs et, bientôt, les mêmes échecs — n'aboutiraient à rien, sinon, à brève échéance, à de nouvelles déceptions, à de nouveaux dégoûts et à de nouvelles causes de démoralisation du pays.

L'article premier d'une formule politique qui veut recueillir l'adhésion, l'enthousiasme et l'espoir du pays et de sa jeunesse, c'est la condamnation catégorique des mensonges et des fautes qui nous ont menés là où nous sommes, c'est l'affirmation solennelle qu'une action toute différente sera enfin entreprise — contre vents et marées, s'il le faut.

Les grèves récentes

Ne négligeons pas la leçon des grèves récentes. Ces grèves ont eu un sens et on pourrait dire une nature sans précédent en France. Ce n'étaient pas, au sens où on l'entend d'habitude, des grèves politiques, car je ne crois pas que le parti communiste, au début tout au moins, y a joué un rôle d'initiative. Ce n'étaient pas non plus exactement des grèves professionnelles, car la plupart des grévistes auraient été bien en peine pour définir d'une manière précise, leurs revendications professionnelles. C'étaient des grèves de la tristesse, des grèves du désespoir, des grèves du découragement. Des dizaines, des centaines, des milliers de grévistes avaient l'impression accablante que tous leurs espoirs, depuis tant d'années, avaient échoué, qu'ils n'avaient plus devant eux aucune raison de croire ou d'espérer en ce régime qui les a tant déçus.

Lorsqu'on les interrogeait, on n'obtenait généralement pas d'explications exactes sur ce qu'ils demandaient, sur ce qu'ils voulaient. Ils ne le savaient pas très exactement et il y avait, là aussi, un grand désordre psychologique et moral. Mais tous concluaient en disant : il faut que cela change. Ils étaient dans l'attente, dans l'angoisse, et dans l'exigence d'une sorte de *new deal* français, c'est-à-dire, d'une nouvelle chance qui leur serait offerte, d'une grande croisade entreprise en commun, dont ils acceptaient d'avance qu'elle soit difficile et ingrate au début, mais dont ils voulaient qu'elle conduise enfin vers la solution de nos problèmes, vers un foyer national plus juste et plus fraternel.

Faire appel à cette immense impatience, à cette profonde inquiétude nationale (qui n'aspirent d'ailleurs qu'à se transformer en une force constructive, en une force de renouveau), ou, faire appel à cette impatience, à cette inquiétude pour les décevoir, encore une fois, en offrant finalement la même politique, sous un nouveau vocable, ce serait un crime contre les aspirations les plus émouvantes du pays. Le parti radical ne doit pas s'y prêter.

L'union de tous les hommes de bonne volonté doit se faire, non pas pour une nouvelle forme d'immobilisme, mais pour que cela change.

Il faut que ça change

Il faut que cela change, cela veut dire que nous traiterons enfin le dramatique problème du niveau de vie, non plus par des tirades émues, même si elles sont politiquement très opportunes, mais en précisant, sans démagogie et sans illusion, les conditions, les réformes qui seules permettront de modifier un équilibre social dont les contrastes sont un défi à la raison, aux sentiments et même à la moralité des Français.

Il faut que cela change, cela veut dire que nous déterminerons nettement nos possibilités véritables et qu'en concentrant nos

efforts sur l'essentiel, nous nous donnerons enfin la possibilité d'y parvenir. Cela veut dire, par exemple, que nous manifesterons en Indochine, plus d'imagination, plus d'initiative politique et, tout simplement, plus d'intelligence de la situation, des perspectives qui s'y dessinent et de nos véritables intérêts.

Il faut que cela change, cela veut dire aussi un autre comportement, une autre action de notre part au sein de l'alliance atlantique. Une politique étrangère, ce n'est pas la mendicité perpétuelle, ce n'est pas le mélange malsain des décisions gouvernementales les plus graves avec des considérations sordides d'échéances mensuelles.

Il faut que cela change, cela veut dire que notre indépendance parmi nos alliés doit nous permettre de mieux assurer nos intérêts vitaux qui, en réalité, sont aussi les intérêts de l'Europe qui se construit, de cette Europe au sein de laquelle nous devons pouvoir jouer un rôle essentiel pour la paix, si nous ne gaspillons pas, ailleurs et autrement, nos ressources trop limitées.

Il faut que cela change, cela veut dire encore qu'en participant ainsi à l'édification du monde de demain et à la consolidation de la paix, les Français pourront, en même temps, envisager comme des possibilités enfin offertes à leurs ambitions à la fois les plus humbles et les plus respectables, la construction d'une maison, d'un foyer, d'une vie familiale plus sûre et plus heureuse.

Cela est possible. Oui, cela est possible et peut-être en moins de temps que les pessimistes le croient.

Eh bien, chers amis, construire cela pour nos enfants, leur prouver, par notre action, qu'une autre vie nationale est à la portée de notre main — qu'en dehors de l'enlisement, de la décadence économique, de la dépendance, d'une part, de la démagogie communiste, de ses mirages et de ses traquenards, d'autre part — qu'un grand et beau destin s'offre aux Français s'ils savent choisir, vouloir et oser — leur rendre l'espoir, la foi, la conviction et les moyens de bâtir une nation moderne et solide, plus austère mais plus heureuse, voilà notre tâche !

Il faut rompre avec la faiblesse et avec la peur. Il faut rompre avec l'immoralité politique, avec le désordre des idées, des hommes et des institutions.

Oui, rompre avec le passé, c'est l'article premier de notre programme, je le répète, de notre programme, proclamé solennellement comme un serment sacré ; *rompre avec le passé, car nous ne voulons pas qu'on joue plus longtemps avec les nerfs de notre malheureux pays.*

Ah ! oui, il faut que ça change ! Car — écoutez ces rumeurs qui montent — nous sommes en 1788.

té
s-
li-
es

r-
ce
té
r-
es

n-
er
de
lle
si
es

ti-
so-
os,
oi-
ns-
re

ns

ur
la
la
la
ds,
ais
la
ne

ore
les

tre
en-
car
rfs

urs

[47